



3^{ème} Forum franco-allemand des syndicats du 23 et 24 novembre 2010

Déclaration commune

Les organisations syndicales membres de la CES (Confédération Européenne des Syndicats) d'Allemagne (DGB) et de France (CGT, CFDT, FO, UNSA, CFTC), se sont rencontrées à Paris le 23 novembre 2010, avec la Friederich Ebert Stiftung, la Hans Böckler Stiftung et l'IRES, à l'occasion du 3^{ème} Forum franco-allemand des syndicats.

Les organisations signataires soulignent l'intérêt des rencontres régulières entre les organisations syndicales des deux pays. Elles permettent d'approfondir la connaissance des réalités économiques et sociales respectives, et de réfléchir aux pistes d'action convergentes et concrètes dans le cadre du syndicalisme européen.

La situation économique et sociale est partout caractérisée par des niveaux inquiétants de précarité et d'inégalités, et de fortes incertitudes sur l'avenir économique et l'emploi. Nous voulons imposer le principe « travail égal, salaire égal au même endroit » partout en Europe, quelque soit l'origine du salarié. Nous nous opposons fermement à toutes les tentatives visant à introduire de manière détournée les règles du pays d'origine dans le secteur des services.

Les fondements de la crise (absence de régulation et de gouvernance de la finance mondiale, recherche effrénée de la rentabilité financière, paradis fiscaux, inégalité dans la répartition des richesses, ...) sont toujours à l'œuvre. En France et en Allemagne, nos gouvernements mettent en œuvre des plans de rigueur qui fragilisent la situation de très nombreux salariés, aggravent la précarité et les inégalités, et risquent de conduire à la récession, alors qu'il faudrait soutenir la croissance et l'emploi.

En revanche, les avoirs des spéculateurs, sauvés par l'intervention des Etats, obligés de s'endetter, restent épargnés. Les emprunts d'Etat ont même permis à ces spéculateurs de gagner de l'argent lors des opérations de sauvetage. Au lieu d'imposer une plus grande efficacité pour ces opérations financières, les coûts ont été entièrement répercutés sur les salariés et les allocataires de prestations sociales, ainsi que dans le domaine de la culture, de l'investissement public et des services publics. C'est la porte ouverte au danger d'une stagnation de longue durée, voire d'un affaiblissement des marchés intérieurs nationaux et européens, d'une relance du capitalisme de casino, de la spéculation, et, enfin, d'une réédition de la crise à un niveau encore plus fort.

La manifestation européenne du 29 septembre a fait converger une réaction importante des organisations syndicales contre ces politiques d'austérité.

En France, un vaste mouvement revendicatif s'est développé contre le projet de réforme des retraites, injuste et inefficace.

Les analyses des syndicats et des experts en Allemagne ont montré que le recul de l'âge de départ en retraite ne rendra pas la retraite plus « sûre », tant qu'aucune solution ne sera trouvée aux problèmes structurels du marché du travail.

En Allemagne des mobilisations autour « d'actions d'automne » visent à réagir contre le risque d'une situation de déclin.

La coordination des politiques économiques en Europe doit donner la priorité à la croissance durable et à l'emploi décent et promouvoir une politique industrielle tournée vers l'avenir. Dans ce cadre, il est indispensable de respecter l'autonomie des partenaires sociaux.

Si la gestion des déficits nés de la crise doit être traitée dans un objectif à moyen terme, les politiques à mettre en œuvre ne doivent pas sacrifier la croissance. Au contraire, ces politiques doivent impérativement permettre de dynamiser l'économie, notamment au travers de politiques européennes, au niveau de l'industrie (infrastructures, soutien à la recherche et l'innovation, ...) et des services. Les gouvernements français et allemands ont une responsabilité majeure pour pousser à l'adoption de telles politiques au niveau de l'Union européenne et dans le monde.

La mise en place d'un système de salaires minima (sur la base des négociations collectives ou par voie législative) dans les pays de l'Union, adaptés à leur réalité, est un impératif urgent pour lutter contre la concurrence sociale dans l'Union et assurer à tous les salariés un revenu décent.

Le dialogue social, sectoriel et interprofessionnel doit être au centre de l'élaboration de règles communes dans les domaines économique et social. Il doit à nouveau contribuer à la promotion du progrès social par le biais d'accords contraignants entre partenaires sociaux.

D'autre part, la France et l'Allemagne doivent peser de tout leur poids pour permettre la régulation nécessaire des marchés financiers. Jusqu'à présent, elles n'ont pas obtenu de résultats suffisants, que ce soit dans le cadre de la Directive sur les « hedge funds » et les fonds de capital investissement ou sur les ventes à découvert et les CDS. En outre, il est urgent de mettre en place « un contrôle technique » des produits financiers, une agence européenne de notation et une taxe européenne sur les transactions financières.

Une refonte d'ampleur de la fiscalité et l'harmonisation des fiscalités en Europe est nécessaire pour répondre aux besoins d'une plus juste redistribution des richesses et pour lutter contre le dumping fiscal.

La future présidence du G20 par la France doit permettre aux Etats membres et à l'Union européenne de peser pour la mise en place des régulations financières et pour faire de l'emploi décent une priorité.

Les organisations syndicales allemandes et françaises s'inscrivent dans la campagne de la CES contre l'austérité, pour l'emploi et la croissance. A ce titre, elles organiseront des actions nombreuses pour exprimer la volonté des salariés de combattre la crise.

En partie soutenue par la France, l'Allemagne est, au sein du Conseil européen, l'avocate la plus ardente d'une politique de rigueur imposée à marche forcée aux pays comme la Grèce, l'Irlande, l'Espagne et le Portugal. Cette position n'est en aucun cas soutenue par les syndicats des deux pays. Nos différentes activités effectuées dans le cadre de la campagne de la CES visent, au contraire, à trouver des solutions équitables, fondées sur la solidarité, et à stopper des actions isolées et les égoïsmes nationaux. Les mesures d'austérité portent atteinte au modèle social européen, divisent la société, et minent les systèmes de protection sociale. Tous ces éléments mettent en péril l'unité européenne dans son ensemble, C'est ce à quoi nous nous opposons, tant au niveau national qu'euro-péen.